

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 28 SEPTEMBRE 2010**

**Présents** : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;

CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;

DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.;  
Conseillers;

DELHAYE M., Secrétaire Communal.

-----

Madame ROBETTE-DELPUTTE et Monsieur BREUSE sont excusés.

La séance débute à 20H.

### **1. APPROBATION DU PROCES-VERBALE DE LA SEANCE DU 03 AOUT 2010 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE, au nom du groupe CDH, demande de compléter ses interventions dans le procès-verbal de la séance du 03 août 2010 et en donne lecture au Conseil communal :

#### **Conseil Communal du 28/09/2010 –Interventions du CDH**

#### **POINT 1 : Approbation PV du 03/08/10**

##### **Le cdH demande de compléter les interventions de C. Morcrette**

Point 9 : Règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local.

... sur base de la Circulaire du 14 février 2008 et sur base de la circulaire budgétaire 2010 (les paragraphes concernés ont été lus lors de la séance), la liste des asbl et autres associations doit être également annexée au budget initial.

Un des extraits lus lors de la séance du 03/08/10

« Le budget initial de l'exercice devra être accompagné d'une liste des ASBL et autres

associations subventionnées par la commune qui précisera tout type de participation et les

montants leur attribués s'ils sont équivalents ou supérieurs à euro 1.239,47. Le tableau joint en

annexe comprendra cette liste ainsi que les renseignements permettant d'assurer le suivi et le

contrôle requis par le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation. Ce tableau sera

également joint aux comptes annuels de l'exercice afin de vérifier la bonne application des dispositions susvisées ».

#### **Point 10 : Convention de mise à disposition de personnel communal avec l'école Saint-Louis**

Mademoiselle Morcrette demande le montant estimatif du subside octroyé à l'école.

Point 11 : Convention de mise à disposition d'un bâtiment communal, de personnel communal, ... avec l'asbl FC Vacresse

- Mademoiselle Morcrette demande s'il n'y a pas un conflit d'intérêt que la convention avec le FC Vacresse soit signée par M Horny- Président du FC Vacresse et échevin des travaux Etant donné que celui-ci fait partie du collège ?
- Mademoiselle Morcrette demande le montant estimatif du subside octroyé à l'asbl.

Point 12 : Convention de mise à disposition de personnel communal et de matériel ... avec l'asbl AS Jurbise.

Mademoiselle Morcrette demande le montant estimatif du subside octroyé à l'asbl.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Approuve, par 17 voix pour et 2 abstentions, le procès-verbal de la séance du 03 août 2010 – partie publique.

-----

#### **2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 13 SEPTEMBRE 2010 – INFORMATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 13 septembre 2010, à savoir : 1.852.238,40€.

-----

#### **3. FINANCES – REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE DE PHOTOCOPIES – APPROBATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs à la publication des actes administratifs;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, plus particulièrement l'article L3231-9 relatif aux compétences du Conseil communal pour la fixation du montant de la rétribution exigible pour la délivrance d'une copie de document administratif ;

**Vu** que les services administratifs rendus aux particuliers entraînent des charges pour la Commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

**Vu** la situation financière de la Commune;

Après en avoir délibéré,

**Décide à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est établi, pour les exercices 2010 à 2012 une redevance communale sur la délivrance de photocopies.

Ne sont pas visées les photocopies effectuées dans le cadre de :

- la délivrance des documents exigés pour la recherche d'un emploi ou la présentation d'un examen ou concours ;
- la création d'une entreprise (installation comme travailleur indépendant à titre individuel ou sous forme de société) ;
- la délivrance des autorisations d'inhumer prévues par l'article 77 du code civil ;
- la délivrance des autorisations d'incinérer prévues par l'article 20 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;
- la délivrance de pièces relatives à une candidature à un logement agréé par la SRWL ;
- la délivrance de pièces relatives à l'allocation déménagement et loyer (A.D.L) ;
- la délivrance de pièces pour l'accueil des enfants de Tchernobyl : l'accueil de ces enfants étant justifié par des motifs humanitaires, aucune imposition communale ne sera effectuée tant lors de la délivrance de la déclaration d'arrivée de ces enfants que pour toute démarche administrative entreprise pour l'accueil.

**Article 2** : La redevance est due par la personne qui demande les photocopies

**Article 3** : La redevance est fixée comme suit pour la délivrance de photocopies :

-photocopies – feuille A4 : 0.10 €

-photocopies – feuille A3 : 0.15 €

**Article 4** : La redevance est payable au comptant au moment de la demande du document.

**Article 5** : A défaut de paiement dans les délais prévus à l'article 4, le recouvrement de la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

-----

**4. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2010 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-JEAN DE MASNUY-SAINT-JEAN – SERVICE**

## **ORDINAIRE – AMENDEMENT - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la modification budgétaire n° 1 établie pour l'exercice 2010 arrêtée par le Conseil de Fabrique en séance du 16 août 2010 ;

**Attendu** que pour couvrir diverses dépenses de fonctionnement du culte, plusieurs inscriptions budgétaires ont fait l'objet d'une modification de crédit ;

**Attendu** que ces modifications de crédits de dépense apportées au budget 2010, par l'adoption de la modification budgétaire du Conseil de Fabrique, porte celui-ci en déséquilibre d'un déficit de 790,52€;

**Considérant** que ces dépenses sont nécessaire pour le bon fonctionnement du Culte ;

**Considérant** que le Conseil Communal, ne peut approuver une modification budgétaire entraînant un déficit au budget 2010 du Conseil de Fabrique ;

**Vu** le Décret Impérial du 30 décembre 1809, notamment l'article 92, par lequel les communes sont tenues de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique ;

**Attendu** qu'il y a lieu de proposer un amendement à la modification budgétaire n° 1 du budget 2010 de la fabrique d'église de Masnuy-Saint-Jean ;

### **DECIDE :**

Par 18 voix pour et 1 abstention

**Article 1er :** d'amender la modification budgétaire n° 1 comme suit :

- Article 17 des recettes ordinaires « Supplément de la commune pour les frais ordinaires de Culte » : augmentation de 790,52 € pour porter la somme à 15.208,43 €.

**Article 2 :** d'annexer la présente résolution à la modification budgétaire n°1 du budget 2010, et au futur compte de la Fabrique d'Eglise Saint Jean.

**Article 3 :** de transmettre un exemplaire de la présente résolution à l'Evêché et au Collège du Conseil provincial du Hainaut pour disposition.

-----

## **5. FINANCES – ESCOMPTE DE SUBSIDES – DEGATS D'HIVER 2008-2009 – TRAVAUX DE REPARATION ET D'ENTRETIEN DES VOIRIES COMMUNALES - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** l'investissement mentionné ci-dessous dont le financement est assuré « partiellement » au moyen des subventions promises fermes par le Service public de

Wallonie DGO1 - Routes et Bâtiments – Département des Infrastructures subsidiées,  
Boulevard du Nord, 8 à 5000 Namur.

**Considérant** qu'en raison d'un retard de liquidation de la subvention promise, il importe de prendre, dès à présent, les mesures nécessaires afin de pouvoir poursuivre le paiement des créanciers ci-dessous qui seront désintéressés par Dexia Banque, sur ordres du Receveur Communal créés à leur profit, **l'entrepreneurs, fournisseurs, ayants-droits :**

Entreprise de travaux publics  
S.A. Delbart

Enregistrement : BE401.164.284-08/05/1/1  
N°TVA : 401.164.284  
Rue de Saint- Vincent 1  
7950 LADEUZE

**Considérant** aussi qu'il convient d'éviter le paiement d'intérêts de retard ;

**Considérant** l'article 28 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1<sup>er</sup>** - de recourir à l'escompte des subventions promises fermes pour les dépenses prévues dans la présente. La situation de ces subventions s'établit comme suit :

<b>Subsides octroyés par :</b>	<b>N° d'engagement</b>	<b>Montants</b>
Service public de Wallonie DGO1 – Routes et Bâtiments - Département des Infrastructures subsidiées. Boulevard du Nord, 8 5000 Namur	<b>Allocation de base 63.06</b> <b>Programme 12 de la division organique 13</b>  <b>N° engagement 09/39717 du 14.12.2009</b>	<b>100.000,00 €</b>
<b>Acomptes déjà encaissés sur les subsides précités</b>	<b>Dates</b>	<b>Montants</b>
NEANT	<b>(B) Total</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Montant escomptable des subsides promis ferme :</b>	<b>(A) – (B)</b>	<b>100.000,00 €</b>

**Article 2** – de solliciter de Dexia Banque, aux fins ci-dessus, par voie d'escompte des susdites subventions, des avances pouvant s'élever à 100.000,00 €.

Le crédit sera ouvert pour une période de trois ans maximum sur un compte courant à ouvrir au nom de la Commune après réception par Dexia Banque de la présente délibération d'escompte.

Le taux d'intérêt est déterminé en fonction des conditions du marché et approuvé par le Comité de Direction de Dexia Banque. Il est fixé le jour de la réception de la présente résolution et est valable pour une période de trois ans à dater du jour de l'accord de Dexia Banque. Le taux applicable sera indiqué dans ladite lettre d'accord.

Les intérêts dus à Dexia Banque sur le solde débiteur du compte d'escompte seront payables trimestriellement et seront portés d'office, à chaque échéance, au débit du compte courant de l'emprunteur.

L'Administration Communale autorise :

- Le pouvoir subsidiant à effectuer le versement direct à Dexia Banque des subsides escomptés ;
- Dexia Banque à affecter au paiement des intérêts dus, l'ensemble des ressources ordinaires communales centralisées en cet organisme et, au remboursement des avances accordées, les subsides perçus au fur et à mesure de leur règlement par les pouvoirs publics dans le cadre des dépenses ci-dessus mentionnées.

Les autorisations ci-dessus valent délégation irrévocable au profit de Dexia Banque.

Dans le cas où les ressources ordinaires sus énoncées seraient insuffisantes pour le règlement des intérêts à l'une des échéances, la commune s'engage à verser à Dexia Banque la somme nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et, en cas de retard, à y ajouter des intérêts de retard calculés au taux du jour depuis l'échéance jusqu'au jour inclus où les fonds parviendront à Dexia Banque.

L'Administration Communale autorise en outre Dexia Banque à virer d'office à son compte courant le montant de tout découvert que présenterait à l'échéance son compte d'escompte de subventions et qui n'aurait pu faire l'objet d'un aménagement.

Avant l'échéance et si l'Administration Communale le souhaite, le Collège Communal pourra par simple lettre demander la prolongation du crédit.

Moyennant l'accord de Dexia Banque, l'échéance pourra alors être reportée d'un an à dater de l'échéance prévue. Le taux applicable pendant cette prolongation sera le taux en vigueur à cette date sur base de la même référence que le taux de l'opération d'escompte. Le nouveau taux sera communiqué à l'emprunteur et restera fixe jusqu'à l'échéance finale.

-----

**6. FINANCES – OCTROI DU QUITUS DE GESTION ET DU DROIT DE  
MAINLEVÉE DE CAUTIONNEMENT EN FAVEUR DE MONSIEUR LE  
RECEVEUR SORTANT - APPROBATION**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30 et l'article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal ;

**Vu** l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 05 juillet 1997 portant le règlement général de la comptabilité communale en exécution de l'article L1315-1 du code de la démocratie et de la décentralisation ;

**Vu** l'Arrêté Royal du 23 décembre 1976 déterminant les conditions et les limites pour la fixation du cautionnement à fournir par les receveurs communaux, tel qu'étendu aux régies ordinaires par l'Arrêté Royal du 3 avril 1980;

**Considérant** la lettre de démission du 24 juin 2010, par laquelle Monsieur Florent Botte, né le 29 décembre 1977 et domicilié rue de Chièvres n° 18A à 7322 Ville-Pommeroeul, a remis sa démission à partir du 01 août 2010 ;

**Vu** la décision du Collège Communal du 28 juin 2010 portant acceptation de la démission de Monsieur Florent BOTTE, Receveur Communal, à partir du 01er août 2010;

**Vu** la délibération du Conseil Communal du 03 août 2010 portant désignation de Monsieur Eric Bourdiaud'Huy en qualité de Receveur Communal intérimaire à partir du 01<sup>er</sup> août 2010 ;

**Vu** la lettre du 09 août 2010 de la Mutuelle de garantie des receveurs communaux de Belgique sollicitant l'envoi d'une délibération par laquelle le Conseil Communal de Jurbise donne quitus de gestion au receveur sortant et droit de mainlevée du cautionnement ;

**Attendu** qu'en date du 28 juillet 2010, le receveur communal démissionnaire a dressé un inventaire des documents, livres, mobilier, matériel et objets remis au nouveau receveur communal, que cet inventaire a été signé par les deux receveurs susvisés ;

**Attendu** qu'après l'inventaire, le compte de fin de gestion a été dressé le 28 juillet 2010, signé et certifié exact par le Receveur Communal sortant, et accepté sous réserve par le Receveur Communal entrant ;

**Considérant** que ledit compte de fin de gestion n'a fait l'objet d'aucune observation du Receveur local sortant ou de ses ayants cause et qu'il comprend l'ensemble des résultats, pièces, opérations et mentions qui sont énumérées aux articles 81 à 87 du règlement Général de la Comptabilité communale susvisé ;

**Attendu** qu'en date du 03 août 2010, le compte de fin de gestion a été approuvé par le Conseil Communal;

### **Décide à l'unanimité:**

**Article 1er** : de déclarer Monsieur Florent BOTTE quitte à l'égard de l'Administration Communale de Jurbise et de donner droit de mainlevée du cautionnement de l'intéressé, constitué en garantie de sa gestion comptable de la Commune ;

**Article 2 :** de notifier, sous pli recommandé à la Poste, la présente décision à Monsieur Florent BOTTE;

**Article 3 :** de transmettre des extraits de la présente délibération aux Autorités de Tutelle pour disposition et à Monsieur le receveur communal entrant.

-----

**7. JURIDIQUE – SALLE DES FETES DE VACRESSE : PROPOSITION**  
**D'ADAPTATION DE L'ACTE DE VENTE NOTARIE DU 28 AVRIL 2004**  
**(CONDITIONS SPECIALES D'OCCUPATION) CONCLU AVEC L'A.S.B.L.**  
**« ASSOCIATION DES ŒUVRES PAROISSIALES DU DOYENNE DE LENS » -**  
**DESIGNATION DE MADAME LA DEPUTEE-BOURGMESTRE ET DE**  
**MONSIEUR LE SECRETAIRE COMMUNAL POUR LA SIGNATURE DE**  
**L'ACTE NOTARIE –APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** la décision du Conseil communal du 8 décembre 2003 d'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique des biens immobiliers cadastrés section C n° 710T, 710W, 710Y/pie, 709L, 709M et 709N ;

**Vu** l'acte de vente notarié du 28 avril 2004 conclu entre la Commune de Jurbise et l'ASBL « Association des Œuvres paroissiales du Doyenné de Lens » ;

**Attendu** que les parties à l'acte ont conclu d'un commun accord, à l'occasion de diverses rencontres et réunions de travail menées au cours de l'année 2010, qu'il s'avérerait opportun de modifier les conditions spéciales de l'acte de vente en question, et tout particulièrement celles relatives à l'occupation et la gestion de la Salle des fêtes de Vacresse ;

**Vu** le courrier du 25 juillet 2010 de Monsieur Gilbert WINDAL, trésorier de l'ASBL « Association des Œuvres paroissiales du Doyenné de Lens » ;

**Attendu** que les nouvelles conditions spéciales d'occupation, approuvées par le Conseil d'Administration de l'ASBL « Association des Œuvres paroissiales du Doyenné de Lens » et soumises ce jour à l'approbation du Conseil communal, prévoient que la salle des fêtes de Vacresse sera mise à la disposition de l'ASBL « Association des Œuvres paroissiales du Doyenné de Lens » - Section Vacresse, gracieusement, pour toutes activités organisées par elle, et que ces activités pourront s'exercer pendant dix jours par an, au maximum, suivant un



calendrier établi chaque année durant le mois de janvier, en concertation entre l'acquéreur et les représentants désignés par l'ASBL ;

**Considérant** qu'il est proposé de désigner Madame la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour représenter la Commune lors de la signature de l'acte adapté selon les modalités décrites ci-dessus ;

**Attendu** qu'il est également proposé que les frais découlant des démarches notariales soient pris en charge par la Commune ;

**Décide à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver les modifications apportées aux conditions spéciales de l'acte de vente du 28 avril 2004 conclu entre la Commune de Jurbise et l'ASBL « Association des Œuvres paroissiales du Doyenné de Lens ».

**Article 2.** - De désigner Madame la Députée-bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal pour représenter la Commune lors de la signature de l'acte adapté selon les modalités prédécrites.

**Article 3.** - D'assumer la prise en charge des frais découlant des démarches notariales nécessaires à l'adaptation de cet acte de vente.

**Article 4.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal faisant fonction.

-----

#### **8. JURIDIQUE – REGLEMENT GENERAL D'OCTROI DES PRIMES, SUBSIDES ET MISES A DISPOSITION OCCASIONNELLES DE MATERIEL, PERSONNEL OU LOCAL – APPROBATION DU REGLEMENT PAR L'AUTORITE DE TUTELLE - INFORMATION**

Mademoiselle MORCRETTE signale que la Tutelle, dans son courrier du 30 août 2010, souhaite voir apparaître le montant estimatif de l'intervention communale. Elle demande ensuite si les conventions seront adaptées et en demande copie.

La Présidente rétorque qu'elle envisagera si cette adaptation est nécessaire avec les services concernés.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de l'approbation du règlement général d'octroi des primes, subsides et mises à disposition occasionnelles de matériel, personnel ou local, par l'autorité de Tutelle.

-----

#### **9. JURIDIQUE – PROPOSITION DE REAFFECTATION DE L'ANCIEN CIMETIERE DE MASNUY-SAINT-PIERRE EN UN PARC MEMORIEL PUBLIC – APPROBATION**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1232-3 ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

**Vu** l'appel à projet initié le 16 avril 2010 par le SPW – Département de la Ruralité et des Cours d'Eau – Direction des Espaces verts, octroyant une subvention destinée à la valorisation ou la préservation d'un espace vert public ;

**Vu** le projet introduit par l'Administration communale de Jurbise, portant sur l'aménagement de l'ancien cimetière de Masnuy-Saint-Pierre et la réaffectation de ce dernier en un parc mémoriel public ;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation qui, en son article, L1232-3, §2, soumet à l'approbation du Gouverneur de la Province tout projet de réaffectation de cimetière ;

**Vu** l'avis favorable du 26 juillet 2010 du SPW – Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie – Cellule du Patrimoine funéraire ;

**Attendu** qu'il relève des pouvoirs du Conseil communal de soumettre ce projet à l'approbation du Gouverneur de la Province de Hainaut ;

### **Décide à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le projet de réaffectation de l'ancien cimetière de Masnuy-Saint-Pierre en un parc mémoriel public.

**Article 2.** - De soumettre le projet de réaffectation de l'ancien cimetière de Masnuy-Saint-Pierre à l'approbation de Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut.

-----

## **10. JURIDIQUE – PROJET DE CONVENTION RELATIF A LA STERILISATION DES CHATS ERRANTS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL - APPROBATION**

Mademoiselle MORCLETTE, au nom du CDH, salue l'initiative du Collège communal en la matière mais regrette la publicité faite autour de celle-ci, ce qui risque d'entraîner le dépôt et l'abandon de chats d'autres communes sur le territoire de Jurbise. La Conseillère fait ensuite quelques remarques sur la convention de partenariat avec le vétérinaire et émet quelques avis.

La Présidente lui répond et précise que cette convention n'est pas figée et qu'elle pourra être adaptée.

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** les sollicitations récurrentes de la population jurbisienne quant à la problématique de chats errants et des diverses nuisances causées par ces animaux ;

**Attendu** que, pour apporter une réponse à ces sollicitations, le Collège communal a demandé à l'Administration d'élaborer un projet de convention de partenariat entre la Commune et un vétérinaire, projet de convention qui s'inspire d'expériences menées dans d'autres communes du Royaume ;

**Attendu** que le Collège communal propose de consulter les différents vétérinaires de l'entité afin de leur soumettre ce projet de convention et de prendre connaissance des conditions pratiques et tarifaires qui seraient proposées par leurs soins le cas échéant ;

**Attendu** qu'il est proposé de débiter cette expérience au 1<sup>er</sup> janvier 2011, le temps pour l'Administration de contacter les vétérinaires de l'entité, d'assurer la publicité de ce service auprès de la population et d'acquérir le matériel nécessaire à la mise en pratique de cette convention;

**Attendu** qu'il est également proposé d'évaluer les résultats de cette expérience après une année, dans le but d'éventuellement adapter les modalités de la convention et de l'expérience ;

**Attendu** que les moyens budgétaires nécessaires seront prévus en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice 2010, ainsi qu'au budget de l'exercice 2011 ;

### **Décide :**

Par 17 voix pour, 2 voix contre.

**Article 1er.** - D'approuver le projet de convention de partenariat pour la stérilisation des chats errants, ainsi que les modalités d'application et de mise en œuvre du projet.

**Article 2.** - De fixer la date officielle du début de la mise en œuvre du partenariat au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Article 3.** - D'évaluer les résultats du partenariat après un an d'expérience.

**Article 4.** - De prévoir les moyens budgétaires nécessaires en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice 2010 et au budget de l'exercice 2011.

**Article 5.** - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal faisant fonction.

-----

**11. MARCHE PUBLIC 2010-34-SG-FB RELATIF A LA FOURNITURE DE GASOIL DE CHAUFFAGE POUR LES BATIMENTS COMMUNAUX, C.P.A.S. ET CULTES. FOURNITURE DE GASOIL ROUTIER POUR LES VEHICULES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

**Vu** le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Considérant** que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2010-34-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, Cpas et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale";

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, Cpas et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale", le montant estimé s'élève à 210.550,00 € hors TVA ou 254.765,50 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** que le montant estimé dépasse les seuils d'application de la publicité européenne;

**Considérant** qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par adjudication publique;

**Considérant** qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

**Considérant** en conséquence que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 124, 421, 722, 72201, 72202, 72203, 762, 76201, 76203/12503 et 421, 722/12703, ainsi que 8531, 837, 8441 et 8443/125-03 et 8443/127-03 ;

**Considérant** que ce crédit sera financé par un emprunt ;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-34-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, Cpas et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 210.550,00 € hors TVA ou 254.765,50 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par adjudication publique. Le marché sera soumis à la publicité européenne suivant les formulaires standard appropriés.

**Article 3.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2010, article 124, 421, 722, 72201, 72202, 72203, 762, 76201, 76203/12503 et 421, 722/12703, ainsi que 8531, 837, 8441 et 8443/125-03 et 8443/127-03.

**Article 4.** - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

**Article 5.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**12. MARCHE PUBLIC 2010-42-SG-GU RELATIF A LA FOURNITURE ET AU PLACEMENT DE DEUX MAINS-COURANTES POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup> a;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet "Fourniture et placement de deux mains-courantes pour personnes à mobilité réduite", le montant estimé s'élève à 960,00 € hors TVA ou 1.161,60 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

**Considérant** que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 104/72360:20100005.2010 (n° de projet 20100005);

**Considérant** que ce crédit sera financé par un emprunt ;

### **DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le marché public ayant pour objet "Fourniture et placement de deux mains-courantes pour personnes à mobilité réduite". Le montant est estimé à 960,00 € hors TVA ou 1.161,60 €, 21% TVA omprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 104/72360:20100005.2010 (n° de projet 20100005).

**Article 4.** - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

**Article 5. -** Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**13. MARCHE PUBLIC 2010-45-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION D'ELEMENTS DE PODIUM POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE souhaite connaître la dimension des éléments de podium et la description de l'escalier.

La Présidente lui répond.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup> a;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition d'éléments de podium pour l'Administration communale", le montant estimé s'élève à 12.348,00 € hors TVA ou 14.941,08 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

**Considérant** que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 762/74451:20100042.2010 (n° de projet 20100042);

**Considérant** que ce crédit sera financé par un emprunt ;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le marché public ayant pour objet "Acquisition d'éléments de podium pour l'Administration communale". Le montant est estimé à 12.348,00 € hors TVA ou 14.941,08 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 762/74451:20100042.2010 (n° de projet 20100042).

**Article 4.** - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

**Article 5.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**14. MARCHE PUBLIC 2010-46-SG-GU RELATIF A LA DESIGNATION D'UN  
AUTEUR DE PROJET POUR LA RENOVATION DU PORCHE DU CIMETIERE  
DE JURBISE – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL  
DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet "Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation du porche du cimetière de Jurbise", le montant estimé s'élève à 5.000,00 € hors TVA ou 6.050,00 €, 21% TVA comprise;



**Considérant** qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

**Considérant** que des crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2010 ;

**Considérant** que ce crédit sera financé par un emprunt ;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le marché public ayant pour objet "Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation du porche du cimetière de Jurbise". Le montant est estimé à 5.000,00 € hors TVA ou 6.050,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Les crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2010.

**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**15. MARCHE PUBLIC 2010-47-SG-GU RELATIF A L'ACQUISITION D'UNE MINIPELLE POUR LE SERVICE CIMETIERES – CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

**Vu** le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Considérant** que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2010-47-SG-GU pour le marché ayant pour objet "Acquisition d'une mini-pelle pour le Service Cimetières";

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition d'une mini-pelle pour le Service Cimetières", le montant estimé s'élève à 26.000,00 € hors TVA ou 31.460,00 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

**Considérant** que des crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2010 ;

**Considérant** que ce crédit sera financé par un emprunt ;

**Considérant** que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-47-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "Acquisition d'une mini-pelle pour le Service Cimetières", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 26.000,00 € hors TVA ou 31.460,00 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Les crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2010.

**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**16. MARCHE PUBLIC 2010-SG-EB RELATIF A L'ACQUISITION D'UNE  
SOLUTION INTEGREE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES –  
CONDITIONS, MODE DE PASSATION ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –  
APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup> a;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

**Vu** le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Considérant** que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2010-48-SG-EB pour le marché ayant pour objet "Acquisition d'une solution intégrée de gestion des ressources humaines";

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet "Acquisition d'une solution intégrée de gestion des ressources humaines", le montant estimé s'élève à 9.917,35 € hors TVA ou 11.999,99 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

**Considérant** que des crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2010 ;

**Considérant** que ce crédit sera financé par un emprunt;

**Considérant** que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

**DECIDE :**

Par 18 voix pour et 1 abstention

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-48-SG-EB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Acquisition d'une solution intégrée de gestion des ressources humaines", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des

charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 9.917,35 € hors TVA ou 11.999,99 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Des crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2010.

**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**17. URBANISME – LOTISSEMENT, RUE BRUYERE DES ONZE VILLES A JURBISE – 7 LOTS COMME TERRAIN A BATIR ET CREATION D'UNE VOIRIE - APPROBATION**

**Monsieur LEURIDANT ne prend pas part au vote.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande introduite le 21 avril 2010 par le Géomètre Leuridant mandaté par Madame Xhigne et relative à un projet de lotissement sur le terrain sis rue Bruyère des Onze Villes à 7050 Jurbise, cadastré section B n°779 r, 779 l, 779 m, 779 s, 782 s, 782 p, 779 h, 778 a, 781 d2;

**Vu** le projet porte sur la création de 7 lots comme terrain à bâtir et construction d'une voirie;

**Vu** que l'avis du service incendie a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 3/06/2010 est favorable conditionnel ;

**Vu** que l'avis du Commissaire voyer a également été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 4 juin 2010 est favorable conditionnel ;

**Vu** l'enquête publique réalisée du 18/05/2010 au 1/06/2010 pour le motif suivant : articles 330,9°, 129 bis et quater du C.W.A.T.U.P.E. : création d'un lotissement de 7 lots à bâtir et construction d'une voirie

**Considérant** qu'à l'issue de cette enquête publique aucune réclamation n'a été introduite;

**Vu** l'avis favorable conditionnel du 6 septembre 2010 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

**Vu** le nouveau plan de voirie daté du 9/09/2010 tenant compte des remarques émises par le service incendie et le Commissaire voyer ;

**Vu** la décision du Collège communal du 13/09/2010 ;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Décide à l'unanimité :**

**Article 1er :** D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet :

1. en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.,
2. en respectant l'avis du service incendie ;
3. en respectant le nouveau plan introduit par le demandeur ;

**Article 2 :** De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

-----

**18. URBANISME – LOTISSEMENT, CHEMIN DU VIVIER ROLAND A MASNUY-  
SAINT-JEAN – 5 LOTS DONT 4 COMME TERRAIN A BATIR - APPROBATION**

**Monsieur LEURIDANT ne prend pas part au vote.**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** la demande introduite le 23 juin 2010 par le Géomètre Leuridant mandaté par Mesdames Escouflaire, Mesdames Dramaix et Monsieur Escouflaire et relative à un projet de lotissement sur le terrain sis Chemin Vivier Roland à 7050 Jurbise, cadastré section E n°126 b et 125 m2;

**Vu** le projet porte sur la création de 5 lots dont 4 comme terrain à bâtir;

**Vu** que l'avis du service incendie a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 4/08/2010 est favorable conditionnel ;

**Vu** que l'avis de la direction des cours d'eau non navigables a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 29/07/2010 est favorable ;

**Vu** que l'avis de la direction du développement rural a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 7/07/2010 est favorable ;

**Vu** que l'avis du Commissaire voyer a également été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 9/07/2010 est favorable conditionnel ;

**Vu** l'enquête publique réalisée du 30/06/2010 au 14/07/2010 pour le motif suivant : articles 330,9°, 129 bis et quater du C.W.A.T.U.P.E. : création d'un lotissement de 5 dont 4 comme terrain à bâtir ;

**Considérant** qu'à l'issue de cette enquête publique aucune réclamation n'a été introduite;

**Vu** l'avis favorable conditionnel du 6 septembre 2010 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

**Vu** la décision du Collège communal du 13/09/2010 ;

**Vu** le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Décide à l'unanimité :**

**Article 1er** : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet :

1. en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.,
2. en respectant l'avis du service incendie ;

**Article 2** : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

-----

## **19. TRAVAUX – REFECTION PARTIELLE D'UNE VOIRIE COMMUNALE – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION - APPROBATION**

Mademoiselle MORCRETTE fait remarquer que, malgré sa demande lors de la séance du Conseil communal du 15 juin 2010, le mode de calcul du montant estimatif ne se trouve pas dans le dossier et souligne que c'est une obligation.

Mademoiselle GALANT conseille à Mademoiselle MORCRETTE de demander l'accès au dossier informatisé (via le logiciel 3P) lors de sa visite chez le Secrétaire communal.

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

**Vu** l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

**Vu** l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

**Vu** le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

**Considérant** que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2010-51-SG-GU pour le marché ayant pour objet "Travaux de réfection partielle d'une voirie communale";

**Considérant** que, pour le marché ayant pour objet "Travaux de réfection partielle d'une voirie communale", le montant estimé s'élève à 13.373,85 € hors TVA ou 16.182,36 €, 21% TVA comprise;

**Considérant** qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

**Considérant** que des crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2010 ;

**Considérant** que ce crédit sera financé par un emprunt ;

**Considérant** que le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;

**DECIDE à l'unanimité :**

**Article 1er.** - D'approuver le cahier des charges N°. 2010-51-SG-GU et le montant estimé du marché ayant pour objet "Travaux de réfection partielle d'une voirie communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 13.373,85 € hors TVA ou 16.182,36 €, 21% TVA comprise.

**Article 2.** - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

**Article 3.** - Des crédits appropriés seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2010.

**Article 4.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

-----

**20. CULTURE – DEROGATION AU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – ORGANISATION D’UN STAGE DE BREAKDANCE INTEGRE DANS LE PROGRAMME D’ACTIVITES DE LA MAISON DE QUARTIER DE MASNUY-SAINT-JEAN DU LUNDI 16 AU VENDREDI 20 AOUT 2010. MISE A DISPOSITION GRATUITE DES LOCAUX - RATIFICATION**

Mademoiselle MORCRETTE demande si l’activité visée fait partie du calendrier hebdomadaire de la Maison de Quartier.

La Présidente répond par l’affirmative.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures;

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l’article L1122-30 et l’article L1122-31, relatifs aux attributions du Conseil Communal ;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l’administration;

**Vu** le Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil communal le 3 novembre 2009 ;

**Attendu** que des cours de breakdance ont été proposés par Monsieur Mehdi AMIR ,et intégrés dans le programme d’activités hebdomadaires de la Maison de quartier de Masnuy-Saint-Jean, créée dans le cadre du Plan de Cohésion Sociale ;

**Considérant** que la mise en place d’un stage de breakdance au cours de la semaine du lundi 16 au vendredi 20 août constituait une alternative intéressante, et par ailleurs souhaitée par certains parents dont les enfants ont fréquenté la plaine de jeux du C.P.A.S. jusqu’au vendredi 13 août ;

**Attendu** que la mise en place de ce stage constituait par conséquent un service à la population jurbisienne, et que la mise à disposition gratuite de la salle du Foyer culturel de Masnuy-Saint-Jean se justifiait compte tenu de l’intérêt communal qu’il représente, et ce conformément à l’article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition de salles communales ;

**Considérant** la délibération du Collège communal du 02 août 2010 ;

**Décide à l’unanimité :**



**Article 1er.** : De ratifier la mise à disposition gratuite de la salle du Foyer culturel au profit de Monsieur Mehdi AMIR, pour la réalisation d'un stage de breakdance au cours de la semaine du 16 au 20 août 2010.

**Article 2.** : De ratifier la convention de mise à disposition gratuite de la salle du Foyer culturel du 03 août 2010.

-----

**21. CULTURE – DEROGATION AU REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A LA LOCATION ET A LA MISE A DISPOSITION DES SALLES COMMUNALES – ORGANISATION D'UNE EXPOSITION D'ŒUVRES D'ART DU 01 AU 03 AVRIL 2011, EN PARTENARIAT AVEC LE SERVICE DE LA CULTURE DE LA COMMUNE - APPROBATION**

Mademoiselle MORCLETTE s'étonne du laps de temps écoulé entre la décision du Collège communal et la mise de celle-ci à l'ordre du jour du Conseil communal. Elle déplore la différence de montant de location entre cette activité et la location de la Fanfare de Jurbise. Quid de la mise à disposition du podium ?

La Présidente rappelle qu'il s'agit d'un partenariat avec le Service de la Culture de la Commune et que le podium fait partie intégrante du partenariat.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

**Vu** la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

**Vu** la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

**Vu** le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03 novembre 2009 ;

**Attendu que** Madame Veronica BARCELLONA, sise rue d'Herchies 121 à 7331 BAUDOUR, désire organiser une exposition d'œuvres d'art dans la salle J. GALANT en partenariat avec le Service de la Culture de la commune de JURBISE, et ce du 1<sup>er</sup> au 03 avril 2011 ;

**Attendu** qu'il est proposé de faire bénéficier Madame BARCELLONA de la gratuité partielle sur le prix de location, à savoir 147,07 € (100€ de frais de nettoyage, 47,07€ d'assurances), qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée, à savoir un partenariat avec le Service de la Culture afin de présenter cette exposition d'œuvres d'art ;

**Vu** la décision du Collège communal du 19/04/2010 ;

Après en avoir délibéré ;

**Décide :**

Par 17 voix pour, 2 voix contre

**Article 1<sup>er</sup>** : D'approuver l'organisation d'une exposition d'œuvres d'art par Mme Veronica BARCELONA, sise rue d'Herchies 121 à 7331 BAUDOUR, en partenariat avec le Service de la Culture de la commune de JURBISE, et ce du 1<sup>er</sup> au 03 avril 2011.

**Article 2** : D'approuver l'occupation de la salle culturelle Jacques GALANT pour l'organisation de cette exposition d'œuvres d'art sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, à savoir 147,07 € (100€ de frais de nettoyage, 47,07€ d'assurances), qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée, et de transmettre ces informations à l'intéressée.

**Article 3** : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le receveur pour disposition.

-----

## **22. PERSONNEL – CAUTIONNEMENT DU RECEVEUR COMMUNAL FAISANT FONCTION - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Attendu** qu'en séance du Collège Communal du 05/07/2010 Monsieur Eric Bourdiaud'Huy a été désigné en qualité de Receveur Communal intérimaire à partir du 01/08/2010;

**Vu** la délibération du Conseil Communal du 03/08/2010 ratifiant la délibération du Collège Communal du 05/07/2010 désignant Monsieur Eric Bourdiaud'huy en qualité de Receveur Communal intérimaire ;

**Attendu** qu'en référence au chapitre VI – article 10 du statut administratif du Receveur Communal, ce dernier est tenu de fournir, pour garantie de sa gestion, un cautionnement (article 55 de la Loi Communale);

**Attendu** qu'il y a lieu de fixer le montant dudit cautionnement;

### **DECIDE : à l'unanimité**

**Article 1<sup>er</sup>** : le montant du cautionnement du Receveur Communal est fixé à 12.500 € réparti comme suit :

- un cautionnement fixé au montant de 6.250 € relatif à la gestion de l'Administration Communale de Jurbise.
- un cautionnement fixé au montant de 6.250 € sera également déposé pour garantir la gestion du Centre Public de l'Action Sociale de Jurbise.

**Article 2 :** Monsieur Eric Bourdiaud'Huy déposera ses cautionnements auprès de la Mutuelle de garantie des Receveurs Communaux de Belgique.

**Article 3 :** Des extraits de la présente délibération seront transmis pour information à Monsieur le Gouverneur du Hainaut, et au Service public de Wallonie – Antenne de Mons.

-----

### **23. QUESTIONS ORALES**

Madame SENECAUT questionne la Présidente sur le lotissement de la rue du Rissouris à Masnuy-Saint-Jean, ainsi que sur la circulation des véhicules dans la même rue et à l'approche de la chaussée Bruneault.

La Présidente s'en explique.

Mademoiselle MORCLETTE fait remarquer que de nombreux panneaux de signalisation ont été enlevés.

La Présidente informe le Conseil que ceux-ci ont fait l'objet d'un vol, qu'un constat a été dressé et qu'une déclaration a été faite auprès de l'assurance communale.

Mademoiselle MORCLETTE questionne l'Echevin de l'Instruction sur la rentrée scolaire et l'Echevin des Travaux sur les appartements du quartier de la Gare.

Monsieur CAULIER et la Bourgmestre ayant en charge l'Urbanisme, répondent aux différentes questions.

Monsieur MULLER s'informe à propos du nettoyage d'une cabine téléphonique et d'un abri de bus le long de la route d'Ath.

Mademoiselle GALANT s'en explique.

Monsieur MULLER demande à l'Echevine des Sports des renseignements sur l'organisation d'un car pour le marathon de Bruxelles.

La Présidente et Madame CULQUIN répondent aux questions.

-----

**HUIS CLOS**

-----

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,

